

## Communiqué

### Campagne contre la tarification de l'eau dans les résidences montréalaises

Montréal, le 28 octobre 2003. Trois organisations impliquées depuis très longtemps dans les luttes pour l'accessibilité à l'eau potable, **la Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de Montréal, la Coalition Eau Secours!** et **l'Association québécoise pour un contrat mondial de l'eau**, lancent aujourd'hui une vaste campagne d'information contre la tarification de l'eau dans les résidences montréalaises. Un feuillet d'information démystifiant les arguments des tenants de la tarification de l'eau sera distribué à partir des réseaux des différents mouvements citoyens : groupes communautaires, groupes de femmes, groupes écologistes, syndicats, etc.

« Les déclarations successives des ministres **Monique Jérôme-Forget** (sur la privatisation du réseau) et **Thomas Mulcair** (sur la nécessité d'installer des compteurs d'eau dans toutes les résidences du Québec) nous inquiètent tout comme les silences complices de l'administration municipale » déclare **Yves Bellavance de la TROVEP de Montréal**. « Nous sommes inquiets parce que tous les projets de tarification de l'eau dans les résidences n'ont comme seuls impacts que d'appauvrir la population, et plus particulièrement les plus pauvres, sans régler aucun problème. »

Les trois organisations soutiennent que la tarification de l'eau dans les résidences est une mauvaise solution à de faux problèmes. Comme le rappelle **André Bouthillier, de la Coalition Eau Secours !**, « les compteurs d'eau dans les résidences n'ont aucun impact sur la réduction de la consommation d'eau ; le principal problème demeure la consommation d'eau dans les ICI (industries, commerces et institutions) ; l'eau nous la payons déjà ; la taxe d'eau est une taxe régressive sur un bien essentiel qui appauvrira davantage les locataires montréalais ; et la Ville n'est pas en faillite, elle a toujours les moyens de se payer un réseau public ! »

Cette campagne vise à outiller la population face aux principaux mythes véhiculés par l'entreprise privée et certain-e-s élu-e-s. À la place d'une culpabilisante tarification instaurée au nom de l'environnement, les trois organisations préfèrent une réglementation efficace et des campagnes d'éducation et de sensibilisation qui ont déjà fait leurs preuves.